

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

TN/RL/W/65
24 février 2003

(03-1127)

Groupe de négociation sur les règles

Original: anglais

OBSERVATIONS DE LA CORÉE CONCERNANT LA COMMUNICATION DU CANADA SUR L'ACCORD ANTIDUMPING (TN/RL/W/47)

La Mission permanente de la Corée a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 21 février 2003.

1. La Corée note avec satisfaction la communication du Canada¹ sur l'Accord antidumping. Bon nombre des points qui y sont soulevés vont dans le sens des 32 questions² formulées par les "amis" des négociations antidumping et des trois objectifs généraux qui sous-tendent ces 32 questions. Comme cela a été expliqué dans une communication³ au Groupe de négociation sur les règles, ces trois objectifs généraux étaient de clarifier et améliorer les règles 1) pour prévenir une utilisation abusive et excessive des mesures antidumping; 2) pour éviter de faire peser une charge excessive sur les défenseurs; et 3) pour renforcer la transparence, la prévisibilité et l'équité du système. Une fois mises en œuvre, bon nombre des mesures évoquées dans la communication du Canada contribueraient utilement à la réalisation de ces objectifs.

2. La Corée souhaite formuler des observations sur certains des points soulevés dans la communication du Canada. Ces observations porteront sur cinq grandes catégories de questions, à savoir: 1) ouverture de l'enquête; 2) calcul de la marge de dumping; 3) imposition de droits; 4) questions relatives aux réexamens; et 5) questions systémiques horizontales.

Ouverture de l'enquête

3. La Corée a soutenu l'opinion selon laquelle les prescriptions régissant l'ouverture d'une enquête antidumping devraient être renforcées dans plusieurs domaines compte tenu du fait que la simple ouverture d'une enquête peut paralyser le commerce des produits visés. À cet égard, la Corée appuie bon nombre des suggestions du Canada, notamment les suivantes:

- la proportion de la branche de production nationale devrait être précisée. Sans cette clarification, une enquête pourrait être ouverte avec le soutien de producteurs nationaux représentant une proportion relativement faible de la production nationale de produits similaires, ne dépassant pas dans certains cas 25 pour cent de la production nationale totale;

¹ TN/RL/W/47.

² Figurant dans les documents TN/RL/W/6, 10, 29 et 46.

³ TN/RL/W/28.

- parallèlement, il faudrait exiger expressément que les autorités chargées de l'enquête procèdent à une évaluation "objective" du degré de soutien à la demande exprimé par la branche de production nationale;
- il faudrait examiner dès le début s'il est possible de soumettre l'ouverture d'une enquête à une procédure rapide de règlement des différends dans le cadre du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

4. La Corée rappelle que l'idée d'une procédure rapide de règlement des différends pour l'ouverture d'une enquête a suscité un vif intérêt, lorsqu'elle a été présentée pour la première fois par les CE à la session de juillet du Groupe de négociation sur les règles.⁴ La Corée rappelle également que de nombreuses questions ont été posées aux CE sur la manière de mettre cette idée en pratique. La Corée espère que cet intérêt et ces questions conduiront à des discussions concrètes au cours des premières phases des négociations sur les règles.

Calcul de la marge de dumping

5. La Corée pense comme le Canada qu'il faudrait donner des indications plus précises sur ce qui constitue ou ne constitue pas des "opérations commerciales normales" pour le calcul de la valeur normale. Sans cela, les différentes définitions des "opérations commerciales normales", établies par chaque Membre de l'OMC, seront toujours source de confusion et de conflit.

6. La communication du Canada donne une interprétation utile de l'article 2.2.1 de l'*Accord antidumping*, selon laquelle:

"Le critère de rentabilité de l'article 2.2.1 prévoit que les transactions étudiées pour la détermination de la valeur normale devraient permettre un recouvrement complet des coûts sur une longue période, normalement une période d'un an, qui coïncide habituellement avec la période de l'enquête antidumping. Toutefois, le critère reconnaît également que les ventes qui entraînent une perte au moment de la vente ne devraient pas être exclues si elles ne sont pas faites en quantités substantielles ou si elles permettent de couvrir tous les frais dans un délai raisonnable." (souligné dans l'original)

7. L'interprétation de l'article 2.2.1 est d'une importance primordiale pour clarifier les règles pertinentes, et la communication du Canada constitue à cette fin une bonne base de discussion. À cet égard, la Corée souhaite poser au Canada les questions suivantes:

- L'article 2.2.1 prévoit deux délais: 1) une "longue période", qui devrait normalement être d'un an, conformément à la note de bas de page 4, pour laquelle les autorités détermineront si des ventes à des prix inférieurs aux coûts ont été effectuées en quantités substantielles; et 2) un "délai raisonnable", non défini dans le texte actuel, dans lequel les ventes sont effectuées à des prix qui permettent de couvrir tous les frais. Dans la pratique du Canada, comment ce "délai raisonnable" est-il défini?
- Selon le Canada, un Membre de l'OMC pourrait-il ignorer les ventes effectuées à des prix inférieurs aux coûts pendant la période couverte par une enquête pour la simple raison que les ventes effectuées à perte pendant cette période l'ont été en quantités substantielles (à savoir 20 pour cent), sans examiner si tous les frais ont été couverts dans un délai raisonnable?

⁴ TN/RL/W/13.

8. La Corée partage l'avis du Canada selon lequel, en fonction des produits, le prix de vente peut fluctuer largement pendant la période couverte par l'enquête et peut ainsi temporairement tomber en deçà du coût de production, même si les ventes ont eu lieu au cours d'"opérations commerciales normales", selon la définition correcte de cette expression. Il faudrait clarifier l'article 2.2.1 de façon à ce que ces ventes soient correctement prises en compte dans le calcul de la valeur normale.

Imposition de droits

9. En ce qui concerne la règle du droit moindre, le Canada suggère que le groupe de négociation examine des moyens d'établir des méthodes appropriées pour le calcul d'un droit, avant d'étudier l'application plus étendue d'un droit moindre. La règle du droit moindre est une obligation découlant de l'article 9.1 de l'Accord antidumping. La question est de savoir non pas si cette règle devrait être appliquée, mais comment elle devrait l'être. Le Groupe de négociation devrait donc centrer ses discussions sur la méthode d'application de la règle du droit moindre.

Réexamens

10. En ce qui concerne le réexamen à l'extinction de la mesure, la Corée pense comme le Canada que les mesures antidumping et compensatoires visent à apporter une aide *temporaire* et que la disposition relative au réexamen à l'extinction visait à garantir le caractère *temporaire* de ces mesures correctives. Toutefois, comme le souligne le Canada, cette disposition n'empêchait pas certains gouvernements de maintenir les mesures pour "des périodes beaucoup plus longues". Comme cela est indiqué dans la communication du BITV à la présente session du groupe de négociation sur les règles, il n'est pas rare que les mesures soient maintenues pendant près de 20 ans, alors qu'il n'y avait *aucune* importation du produit pendant toute cette période.

11. Selon la Corée, un tel résultat est largement dû à la lacune de l'article 11.3, qui a permis à chaque Membre d'établir des règles arbitraires applicables aux réexamens à l'extinction. Cette lacune devrait être comblée en priorité dans le cadre du mandat au titre du Programme de Doha pour le développement. Comme l'a suggéré le Canada, l'établissement d'une liste non exhaustive de facteurs que les autorités devraient examiner pour établir leur détermination au titre de l'article 11.3, serait l'une des améliorations pouvant être apportées à l'article 11.3 pour donner les indications supplémentaires nécessaires.

12. En ce qui concerne les réexamens en général, le Canada semble suggérer une double approche. D'une part, il faudrait clarifier les Accords pour préciser quelles dispositions relatives aux enquêtes initiales s'appliquent également aux différents réexamens prévus par les Accords. D'autre part, lorsqu'il n'est pas opportun d'appliquer aux réexamens certaines dispositions des Accords, il faudrait envisager d'établir des règles propres aux réexamens.

13. Selon la Corée, les lacunes des dispositions relatives aux réexamens et les règles arbitraires établies par les Membres pour combler ces lacunes ont rendu difficile l'établissement par l'OMC de disciplines relatives aux divers réexamens. La double approche suggérée par le Canada sera utile pour supprimer ces lacunes. En ce qui concerne la clarification envisagée dans cette approche, la Corée pense que la règle *de minimis*, énoncée à l'article 5.8, et les indications données à l'article 2.4.2 pour comparer la valeur normale et le prix à l'exportation, devraient s'appliquer aux diverses dispositions des Accords relatives aux réexamens.

Questions systémiques horizontales

14. Le Comité antidumping a formulé plusieurs recommandations concernant des pratiques mutuellement acceptables pour l'application de l'Accord antidumping. On s'est interrogé sur le statut

juridique de ces recommandations dans la mesure où elles ne font pas partie de l'Accord et ne sont pas non plus une "interprétation" de l'Accord adoptée conformément à l'article IX:2 de l'Accord sur l'OMC. La suggestion du Canada concernant la codification de ces recommandations mérite d'être examinée de près.

15. Le Canada suggère en outre que l'interprétation de nombreux éléments de l'Accord antidumping et de l'Accord SMC, donnée par l'ORD, soit intégrée à l'Accord pertinent. Cette suggestion mérite aussi d'être examinée de près. Dans un premier temps, le Groupe de négociation pourrait convenir du critère à appliquer pour choisir les interprétations à incorporer aux Accords.

16. Ce critère pourrait être le suivant: si l'interprétation va dans le sens de la clarification et de l'amélioration des dispositions, son incorporation serait utile; si elle consiste simplement à dire qu'une discipline n'est pas claire au vu du texte de la disposition, il faudrait alors clarifier et améliorer cette disposition par voie de négociation, plutôt que par la voie juridictionnelle.
